

Nucléaire : l'industrie française a une opportunité historique d'établir une position de leadership mondial, ne la laissons pas passer



L'État actionnaire a entrepris de restructurer la filière française du nucléaire, qui doit être envisagée dans l'évolution, au niveau mondial, du nucléaire civil à l'horizon 2030.

Avec Laurence Daziano

Alors que la France dispose d'atouts majeurs pour jouer un rôle de leadership mondial dans le nucléaire civil, l'Etat et les entreprises publiques concernées doivent conduire une stratégie mondiale collective et promouvoir un nucléaire exemplaire sur le plan de la sûreté et de la transparence.

En effet, le potentiel de construction de centrales nucléaires dans le monde est estimé à 360 GW d'ici 2030. Cette croissance exponentielle du nucléaire est due à plusieurs facteurs : la croissance de la demande mondiale d'énergie ; la lutte contre le changement climatique qui favorise l'électricité décarbonnée ; la volatilité du prix des combustibles fossiles et les externalités qu'ils provoquent, alors que le nucléaire offre une quasi-certitude sur les coûts de production de l'électricité (y compris les coûts externes) sur plusieurs décennies.

Ce phénomène mondial de renaissance cache de grandes disparités. Si l'Europe et les Etats-Unis restent les marchés les plus "matures" pour l'industrie nucléaire civile, le potentiel de croissance réside dans les pays émergents qui se divisent en deux groupes. Le premier concerne les grands émergents déjà équipés, parmi lesquels la Chine, l'Inde, le Brésil, et l'Afrique du Sud qui se caractérisent par une forte expérience dans l'exploitation de centrales nucléaires et des besoins élevés liés à des perspectives de croissance très importante de la demande. Le second comprend les "nouveaux" pays du nucléaire qui n'ont aucune expérience en la matière (Vietnam, Bangladesh, Malaisie, Arabie saoudite, Emirats arabes unis...), ce qui implique un besoin pour mettre en place une autorité de sûreté, et demande une solution complète, y compris d'exploitation de la centrale. Cela explique la percée internationale, dans ces derniers pays, de Rosatom qui est l'entreprise nucléaire russe totalement intégrée (Rosatom regroupe les équivalents russes d'EDF, d'Areva et du CEA).

Alors que le marché nucléaire devient mondial, l'industrie française est idéalement positionnée pour en tirer parti. Pourtant, notre filière est soumise à une concurrence internationale accrue en raison des ambitions russe, sud-coréenne et chinoise. Le succès du consortium mené par l'électricien sud-coréen Kepco aux Emirats arabes unis en 2008 nous le rappelle. De la même manière, Emmanuel Macron, le ministre de l'Economie, citait récemment Rosatom comme un exemple de filière intégré. Assurément, Kepco et Rosatom sont fortement intégrés, bénéficient d'un soutien financier massif de l'Etat et présentent un "patron" clair. De ce point de vue, les dissensions entre EDF et Areva ont joué un rôle majeur dans l'échec du contrat nucléaire à Abu Dhabi ou l'enlisement du chantier de l'EPR finlandais, chantier dans lequel Areva s'est engagé, seul, à jouer le rôle d'ensemblier, sans bénéficier de l'appui

d'EDF.

Selon Saint Thomas d'Aquin, "*le meilleur gouvernement est celui d'un seul chef*". L'industrie française a une opportunité historique d'établir une position de leadership mondial dans le nucléaire. Cependant, il y a urgence à consolider le rôle d'EDF comme chef de file de la filière, alors que dans les prochaines années, le marché international se fermera et choisira les gagnants, entre les Français, les Japonais, les Russes, les Chinois et les Américains, Westinghouse étant le n° 1 mondial historique du secteur. Cela permettra peut-être, également, de clarifier nos alliances internationales avec les électriciens nucléaires chinois et en réfléchissant à des marchés partagés dans les pays émergents avec Rosatom.